

LA DIASPORA CHINOISE, VICTIME DE SA RÉUSSITE

PLUS DES TROIS QUARTS des investissements directs étrangers en Chine sont réalisés par la diaspora chinoise. L'ouverture de l'économie de la mère patrie à partir de 1979 lui a permis d'investir des sommes considérables sur le continent chinois, tout en faisant clairement la différence entre « patriotisme romantique » et opportunité commerciale. Néanmoins, l'évolution récente de la Chine populaire – sa remarquable réussite économique, mais aussi l'augmentation de sa puissance sur la scène internationale – met mal à l'aise la diaspora qui se retrouve en quelque sorte victime de sa réussite. Elle aimerait rester fidèle à sa tradition de discrétion et ne pas redevenir un des enjeux des relations entre la Chine et l'Asie du Sud-Est.

111

UNE RÉALITÉ COMPLEXE

Aucun terme satisfaisant n'existe pour désigner la réalité transnationale des populations chinoises vivant hors de Chine populaire. La plus ancienne mention est *huaqiao*, « Chinois d'outre-mer », qui serait apparue pour la première fois dans un document daté de 1898 dans le nom d'une école du quartier chinois de Yokohama (Japon). La première utilisation attestée de « Chinois d'outre-mer » remonte au *Chant pour la révolution*, composé en 1903 pour insuffler un peu de patriotisme aux communautés chinoises émigrées en Asie du Sud-Est, trop occupées par leurs affaires. Cet hymne leur enjoint de regarder au-delà de leur enrichissement personnel, afin de soutenir le mouvement révolutionnaire chinois, et de sortir ainsi de leur statut d'émigrants mal tolérés par leurs sociétés d'accueil¹.

1. Wang Gungwu, « Origins of Hua-ch'iao », in Wang Gungwu, *Community and Nation: China, Southeast Asia and Australia*, Sydney, Allen & Unwin, 1993, p. 7 sq.

Cependant, le terme de « Chinois d'outre-mer » est peu précis. Selon les circonstances, il a recouvert au moins quatre réalités différentes :

- dans une version littérale : tous les Chinois vivant à l'étranger pour une courte période (à l'origine, *qiao* désigne un « hôte de courte durée ») ;
- tous les citoyens chinois résidant à l'étranger ;
- tous les individus de race et de culture chinoises, quelle que soit leur nationalité ;
- tous les individus qui se considèrent chinois, quelles que soient leur nationalité et leur compréhension de la langue chinoise².

112 Ce terme a en outre vieilli et ne correspond plus à la réalité. Dans leur très grande majorité, les émigrés en Asie du Sud-Est qui ont conservé la nationalité chinoise sont presque tous décédés, et leurs descendants se sont intégrés, plus ou moins bien, mais tous ont adopté la nationalité locale. Il serait plus approprié de les appeler « Chinois ethniques ». Aujourd'hui, les seuls Chinois d'outre-mer, au sens strict du terme, sont les immigrés clandestins ou les étudiants de Chine populaire résidant à l'étranger et qui ne rentrent pas à l'issue de leurs études.

Dans certains pays d'Asie du Sud-Est, les populations concernées attribuent même à cette expression une connotation péjorative³. L'émigration de leurs ancêtres a été d'une certaine manière un acte déloyal : quitter sa famille, même temporairement, c'était diminuer sa force de travail et mettre en péril sa survie économique. C'était aussi risquer de rompre la lignée familiale. Aujourd'hui, fières de leur réussite économique, ces populations cherchent une reconnaissance qu'elles ne trouvent pas dans ce qualificatif. C'est ainsi que seul le terme de diaspora permet de couvrir l'ensemble des populations d'origine chinoise vivant en Asie du Sud-Est, quelles que soient leurs nationalités.

UNE PUISSANCE ÉCONOMIQUE INCONTOURNABLE

Les Chinois établis en Asie du Sud-Est sont les descendants des émigrés du XIX^e siècle qui, fuyant la misère de la Chine, étaient attirés par les besoins en main-d'œuvre des colonies européennes. Presque tous ont

2. Wu Yuan Li et Wu Chun Hsi, *Economic Development in Southeast Asia, the Chinese Dimension*, Stanford, Hoover Institution Press, 1986, p. 117 sq.

3. Leo Suryadinata, *Pribumi Indonesians, the Chinese Minority and China*, Singapour, Heinemann Asia, 1986, p. 3, et Wang Gungwu, « Upgrading the Migrant : Neither *Huaqiao* nor *Huaren* », conférence ISSCO, université de Hong Kong, 19 décembre 1994.

commencé au plus bas de l'échelle sociale, comme coolies ou ouvriers, avant d'ouvrir un petit commerce. Ils ont su capitaliser leurs maigres avantages : de la ténacité dans le travail, une remarquable intuition et surtout une grande pratique des réseaux. Cette dernière qualité leur a permis de se lancer dans des activités d'intermédiation⁴ économique en bénéficiant de deux atouts clés que ne possédaient pas les sociétés indigènes parmi lesquelles ils s'installaient. Il s'agissait d'abord de connaître l'évolution des prix des matières premières produites localement et, une fois l'opportunité identifiée, de réunir les financements nécessaires. N'ayant pas d'autre horizon que son village, le producteur local ne connaissait pas l'évolution de l'offre et de la demande en dehors de son environnement immédiat. Les Chinois qui, en général, étaient exclus des activités agricoles se sont donc spécialisés dans le négoce des matières premières et, plus généralement, dans l'intermédiation économique.

113

Ayant réalisé une première accumulation de capital, ils ont été les premiers à bénéficier des politiques industrielles qui ont accompagné le boom économique des années soixante aux années quatre-vingt. Les négociants chinois sont devenus, pour les plus forts d'entre eux, des industriels et des banquiers incontournables en Asie du Sud-Est. Ils ont assuré la continuité du capitalisme chinois, disparu du continent en 1949, au moment de la prise du pouvoir par le Parti communiste⁵.

Les réseaux d'affaires chinois, qui tissent une toile d'araignée très dense, allant des petites sociétés de commerce jusqu'aux plus grands conglomérats industriels, sont structurés par de grandes familles. Par exemple, la plus importante banque en Asie du Sud-Est, la Bangkok Bank, a été créée par une famille chinoise qui bénéficie de solidarités très fortes dans la région pour avoir favorisé la réussite de ses compatriotes. Un autre exemple, le groupe Salim génère un chiffre d'affaires équivalent à 5 % du PNB de l'Indonésie. Il est, dans ce pays, le leader incontesté du secteur bancaire, des industries de l'agro-alimentaire et du ciment ainsi que de plusieurs matières premières. A partir de leurs bases nationales, ces groupes ont, comme l'ensemble de la diaspora, développé des réseaux transfrontières qui dépassent le cadre national habituel.

Le poids économique incontournable de la diaspora est reconnu par tous ceux qui sont au contact de l'Asie, il est difficile d'en faire le

4. L'intermédiation consiste à recueillir des ressources et à mettre des fonds à la disposition des tiers.

5. Pour cette première tentative de capitalisme chinois, voir Marie-Claire Bergère, *L'Age d'or de la bourgeoisie chinoise 1911-1937*, Paris, Flammarion, 1986.

décompte précis. Comment mesurer l'influence d'une minorité ethnique exerçant ses activités dans des économies à des stades de développement différents et qui ont chacune des approches statistiques différentes ? Faut-il s'intéresser au capital accumulé par la diaspora, ou à la position qu'elle occupe au sein des sociétés d'accueil ? Ou encore adopter une approche sectorielle ? A partir d'une évaluation de la capitalisation boursière, le PNB des Chinois en Asie (hors continent) se situait à environ 900 milliards de dollars américains en 1995⁶. C'est 15 % de plus que le PNB de la République populaire de Chine, qui compte pourtant une population vingt-cinq fois plus importante. Le PNB de cette « Chine de l'extérieur » représente la moitié de celui du Japon rapporté à la même population. En terme de population et de PNB, la communauté chinoise en Asie correspond environ à la France.

114

En Occident, la diaspora joue un rôle relativement restreint, parce qu'elle est très minoritaire du point de vue démographique. Même aux États-Unis ou au Canada, elle n'atteint pas la taille des communautés en Asie du Sud-Est. En France, les communautés chinoises comptent 200 000 à 300 000 personnes. Elles sont également moins visibles en Occident, parce qu'elles ne bénéficient pas d'un avantage comparatif aussi puissant qu'en Asie du Sud-Est. En Asie, elles disposent d'outils remarquablement efficaces, par rapport aux populations locales, pour saisir les opportunités d'une économie en voie de développement. En Occident, elles évoluent dans un environnement totalement différent, où la croissance est plus modérée (moins d'opportunités) et où l'avantage comparatif repose sur la compétitivité des produits plus que sur les réseaux de solidarité. En Occident, les entreprises chinoises ne se développent qu'au sein de leur communauté ethnique, ce qui n'enlève rien à leur remarquable réussite⁷. C'est pour ces raisons que le présent article est centré sur la diaspora chinoise d'Asie du Sud-Est.

6. C'est de l'« économie à la louche », mais qui permet néanmoins de fixer un ordre de grandeur. Pour le détail, voir Éric Bouteiller, *Les Chinois de la diaspora, moteurs du miracle asiatique*, Jouy-en-Josas, HEC Eurasia Institute, 1992, p. 8. Pour d'autres essais de quantification du poids économique de la diaspora, voir Fukuda Shozo, *With Sweat & Abacus, Economic Roles of Southeast Asian Chinese on the Eve of the World War II*, Singapour, Select Books, 1995, p. 101 (1^{re} éd. en japonais, Tokyo, Ganshodo, 1939), ou Wu Yuan Li et Wu Chun Hsi, *op. cit.*, p. 31 et 165.

7. L'informaticien Wang An présente un cas isolé d'entreprise chinoise qui s'est développée en Occident sans reposer sur la communauté. Voir Éric Bouteiller, *Les Nouveaux Empereurs, l'épopée du capitalisme chinois*, Paris, Calmann-Lévy, 1997.

La diaspora chinoise dans le monde

| <i>pays</i> | <i>millions de personnes</i> | <i>part de la population (%)</i> |
|-----------------|----------------------------------|--|
| Allemagne | 0,1 | ns |
| Australie | 0,45 | 1,4 |
| Birmanie | 2 | 5 |
| Cambodge | 0,3 | 3 |
| Canada | 0,86 | 2,7 |
| États-Unis | 2,46 | 0,8 |
| France | 0,2 | ns |
| Grande-Bretagne | 0,25 | ns |
| Indonésie | 5,8 | 4 |
| Italie | 0,06 | ns |
| Japon | 0,22 | ns |
| Laos | 0,16 | 4 |
| Malaisie | 5,21 | 29 |
| Panama | 0,1 | ns |
| Pays-Bas | 0,12 | ns |
| Philippines | 5 | 8 |
| Singapour | 2,31 | 78 |
| Thaïlande | 6 | 10 |
| Viêt Nam | 1 | 1 |

Données de 1994, selon les statistiques officielles des États concernés ou estimation de la Commission des affaires des Chinois d'outre-mer, *Annuaire économique des Chinois d'outre-mer* (en Chinois), Taïpei, 1995.

115

UN RÔLE CLÉ DANS L'OUVERTURE DE LA CHINE POPULAIRE

La diaspora joue un rôle clé dans le processus d'ouverture et de réforme de l'économie chinoise. Hong Kong, Taiwan et Singapour ont indirectement guidé les premiers pas de l'ouverture à la fin des années soixante-dix. Découvrant l'économie moderne, les autorités communistes ont cherché à adapter à leur contexte ce qui se pratiquait dans les autres territoires chinois. La diaspora a également joué un rôle fondamental par son soutien massif en termes d'investissement. Cet apport – qui n'est pas de la philanthropie – a tout simplement rendu possible la réforme de l'économie chinoise, terriblement à court de devises et de moyens financiers pour modifier sa structure économique.

La première vague d'investissements étrangers en Chine commence en 1978 avec les débuts de l'ouverture du pays et se poursuit quelques années plus tard quand les industriels de Hong Kong et de Taiwan découvrent l'intérêt de délocaliser leur production sur le territoire chinois. Les investissements prennent une ampleur nouvelle avec l'ouverture aux capitaux extérieurs amorcée en 1992.

116 Les investisseurs de la diaspora jouent un rôle privilégié dans cette évolution mais leur apport n'est pas aisé à cerner. Malgré les précautions qui s'imposent dans l'interprétation des statistiques fournies par les autorités de Chine populaire, de Hong Kong ou des différents États d'Asie du Sud-Est, il est incontestable que la part des investissements directs de la diaspora est prépondérante dans le total des investissements directs étrangers réalisés en Chine et qu'elle croît à un rythme plus rapide. Au-delà de l'impact statistique, la diaspora a également joué un rôle important d'initiateur pour la mise en place de nouveaux schémas d'investissements, comme, par exemple, pour les infrastructures⁸.

L'ampleur de cette contribution ne doit pourtant pas nous égarer sur les véritables motivations de la diaspora. Son « patriotisme » n'est souvent qu'un prétexte et se limite à la fidélité au lieu d'origine familiale. Elle ne prend en Chine que des engagements limités sans désinvestir d'Asie du Sud-Est. Une preuve *a contrario* de ce patriotisme de façade est constituée par la critique ouverte des autorités communistes qui dénoncent les abus des entrepreneurs de la diaspora. Investissements à trop faible valeur ajoutée, spéculation immobilière effrénée, absence de respect de l'environnement ou dureté des conditions de travail... Aujourd'hui, les autorités chinoises disposent de suffisamment d'investissements directs étrangers pour se montrer davantage sélectives. Elles favorisent les implantations à long terme dans des activités structurantes et à forte intensité technologique.

LES TENTATIONS DE PÉKIN

Officiellement, la Chine populaire n'entretient plus de politique spécifique vis-à-vis des Chinois du dehors, puisqu'elle ne les reconnaît pas comme ses ressortissants. Au moment de l'instauration du régime com-

8. *Id.*, « Attirer un oiseau sur une branche », *Économie internationale*, n° 57, 1^{er} trimestre 1994, p. 99-116 ; David Ip et Constance Lever-Tracy, *The Chinese Diaspora and Mainland China, an Emerging Economic Synergy*, New York, St Martin Press, 1996.

muniste, la double loyauté de la diaspora inquiéta les jeunes gouvernements d'Asie du Sud-Est. Rompant avec la tradition chinoise du droit du sang, Pékin adoptait alors le principe du droit du sol et rendit public ce revirement important en avril 1955, pendant la conférence de Bandung. Le cadre de cette annonce était astucieusement choisi. Les États d'Asie du Sud-Est étaient tous présents à cette réunion constitutive du mouvement des pays non alignés. L'Indonésie et la Chine signaient le même mois un traité sur la question de la double nationalité. La diaspora de ce pays était invitée, dans un délai de deux ans, à choisir l'une ou l'autre nationalité. Pékin demandait à ceux qui désiraient conserver la nationalité chinoise de respecter les lois et coutumes sociales locales, mais sans prendre part aux activités politiques indonésiennes. Cet esprit servit de base à l'établissement de relations diplomatiques avec tous les pays d'Asie du Sud-Est⁹.

117

En pleine guerre froide, il ne s'agissait pas là de pacifisme mais de réalisme. Selon Pékin, un soutien politique visible de la diaspora aurait détruit toute chance réelle de succès de la propagation de la révolution. En revanche, ceux qui voulaient rentrer en Chine populaire pour participer à la construction du socialisme étaient naturellement les bienvenus.

Aujourd'hui, la diaspora constitue un des enjeux de la modernisation économique et, à ce titre, est l'objet de toutes les attentions de Pékin qui cherche à entretenir son intérêt pour la mère patrie. D'autre part, les communautés chinoises en Asie du Sud-Est sont également au cœur du conflit que se livrent Pékin et Taïpei. Depuis 1949, la République de Chine (repliée à Taïwan) a fait du soutien à la diaspora un axe important de sa stratégie afin de conserver un semblant de représentativité de la Chine.

La reprise en main de la diaspora se mesure, par exemple, à l'attitude de Pékin vis-à-vis des conventions des entrepreneurs chinois de l'extérieur, événements symboles de leur prise de conscience de leur force économique. La première convention a eu lieu en 1991 à Singapour à l'initiative de Lee Kuan Yew, ancien Premier ministre de la cité-État. Elle a été suivie par deux autres manifestations à Hong Kong en 1993 et Bangkok en 1995. L'objectif de ces conventions est de rassembler les

9. Malaisie en mai 1974, Philippines en juin 1975 et Thaïlande en juillet 1975. Pour le contexte international, voir François Joyaux, *La Tentation impériale, La politique extérieure de la Chine depuis 1949*, Paris, Imprimerie nationale, 1994, p. 194 *sq.*, et Jacques de Goldfiem, *Sous l'œil du dragon, Les relations Chine ASEAN*, Paris, Fondation pour les études de Défense nationale, 1988.

entrepreneurs de la diaspora sans distinction d'origine pour leur permettre d'échanger des opportunités d'affaires, mais aussi leurs opinions sur des questions sensibles comme leur identité.

Au fil des ans, l'intérêt de Pékin pour ces manifestations se renforce. En 1991, seuls vingt représentants de Chine populaire participent à la convention. Deux ans plus tard, ils étaient soixante et, en 1995, quatre cents, avec au moins une délégation par province. De fait, ils formaient la majorité des délégués de la convention de Bangkok..., accueillis à bras ouverts par l'organisateur principal, Kiarti Srifuengfung, heureux d'accroître le nombre de participants, signe de réussite de la manifestation, mais soucieux aussi de renforcer son prestige en Chine. Pour la première fois au cours de ces conventions, un ambassadeur de Pékin a prononcé un discours franchement nationaliste, centré sur la prochaine réunification (avec Hong Kong mais aussi Taiwan). Lors des précédentes réunions, les représentants de Chine populaire avaient fait des discours très sophistiqués sur l'appel de la mère patrie, mais aussi sur l'importance de la stabilité en Asie orientale et le soutien des pays d'accueil de la diaspora. Pékin tenait compte des craintes des gouvernements d'Asie du Sud-Est, qui, comme par exemple en Indonésie, déconseillaient à leurs ressortissants d'origine chinoise de participer en corps constitués à de telles conventions afin de ne pas jeter de doute sur leur loyauté. Les participants de la diaspora à la convention de Bangkok ont très mal pris ce discours chauvin qui les place en porte à faux dans leurs pays d'adoption¹⁰.

La volonté chinoise de « prendre le contrôle » de la diaspora s'explique aussi par l'attitude ambiguë de celle-ci sur le continent. Elle essaie de tirer avantage de sa double situation : chinoise pour bénéficier des *guanxi*¹¹ quand tout va bien, mais étrangère pour bénéficier d'une protection juridique en cas de problème. Les membres de la diaspora changent sans arrêt d'identité. Désormais, la loi sur la nationalité, adoptée par la Chine populaire en 1980, exige que tout Chinois qui obtient une nationalité étrangère renonce à la nationalité chinoise¹². Pourtant les autorités judiciaires locales chinoises tendent à traiter les membres de la diaspora comme n'importe quel Chinois, sans tenir compte de leur

10. Notes personnelles et *World Chinese Entrepreneurs Convention Commemorative Album*, Singapour, 1991, et Hong Kong, 1993 ; Katsuo Hiizumi, « Overseas Chinese Business : Its Present and Future », *China Newsletter*, n° 122, mai-juin 1996, p. 2-8.

11. « Relations » en chinois.

12. « The New Nationality Law », *Beijing Review*, n° 40, septembre 1980 ; Gong Qiuxiang, « On the Nationality Law », *Beijing Review*, n° 45, novembre 1980, p. 24-25.

nationalité étrangère, mais de manière informelle, pour éviter toute contestation officielle. Elles ne font pas de publicité sur ces arrestations, afin de conserver l'accusé isolé. Les avocats de la diaspora, de leur côté, suggèrent fréquemment à leur client la discrétion afin de conserver une possibilité de négocier à l'amiable...

UNE RECOMPOSITION DES ALLIANCES

Le retour de Hong Kong à la Chine et les « tentations de Pékin » concernant la diaspora poussent celle-ci à recomposer ses alliances. Un peu à la manière des stratégies de fusions et acquisitions des multinationales, les grandes familles de la diaspora cherchent à mieux répartir le « risque Chine populaire ». Plusieurs figures emblématiques de la diaspora sont associées à la rétrocession de Hong Kong. Pékin a, par exemple, nommé Robert Kuok, Dhanin Chearavanont ou un des fils de Mochtar Riady au comité préparatoire participant au processus de désignation du nouveau gouverneur du territoire¹³. Ces nominations sont l'indice de la volonté de Pékin d'impliquer la diaspora dans l'avenir de Hong Kong, même s'il est évident que cet organe ne dispose d'aucun véritable pouvoir. Les leaders de la diaspora acceptent de participer au processus de retour de Hong Kong à la Chine, car cela leur permet de montrer, à peu de frais, leur loyauté à Pékin et de pérenniser ainsi leurs activités sur le continent.

119

Plus visible à Hong Kong que par le passé, la diaspora est également mieux accueillie par les Hongkongais. Les nombreux investissements réalisés en commun semblent indiquer une volonté de nouer des liens plus étroits. Les grands investisseurs hongkongais s'implantent de manière plus conséquente en Asie du Sud-Est, comme Li Kashing en Malaisie ou Cheng Yutung en Indonésie. Deux facteurs permettent d'expliquer cette tendance. D'une part, malgré toutes les assurances de Pékin, le retour de Hong Kong comporte encore de nombreuses incertitudes. D'autre part, l'évolution politique de la Chine pèse de tout son poids sur le retour de Hong Kong mais aussi sur les investissements réalisés par ces entrepreneurs sur le continent. Fidèles à leur stratégie de diversification, les entrepreneurs hongkongais préfèrent se ménager au cours du processus de sélection de leurs opportunités une nouvelle direction de développement vers l'Asie en cas de difficultés en Chine.

13. Respectivement responsables des groupes Kerry (Malaisie), Charoen Pokphand (Thaïlande) et Lippo (Indonésie).

« OUBLIEZ-NOUS »

En Asie du Sud-Est, la diaspora a commencé son intégration grâce à la puissante dynamique du développement économique. La croissance a atténué les conflits ethniques, mais a aussi contribué à redorer le blason d'une diaspora devenue, un peu malgré elle, le fer de lance des politiques d'industrialisation par la promotion des exportations adoptées par ses pays d'accueil. La connaissance intime des réseaux et le capital accumulé par la diaspora lui ont permis de jouer un rôle important dans le développement des économies locales. Le temps a également fait son œuvre en « localisant » les communautés chinoises. Les nouvelles générations ont commencé à prendre racine jusqu'à en oublier parfois la langue et les dialectes chinois.

120 Si les tensions ethniques ont considérablement diminué en Asie du Sud-Est, l'intégration de la diaspora ne fait pourtant que commencer. Elle est souvent mal vue par ses pays d'adoption qui l'accusent de nombreux maux. Trois reproches principaux sont identifiables, selon les lieux et les moments. A l'époque coloniale, elle a travaillé pour les puissances européennes et la décolonisation s'est en partie faite contre ces « *compradores* ». Intermédiaire chinois au service d'une société de commerce ou d'une banque étrangère, un *compradore* (le mot est dérivé du portugais) se porte garant sur ses fonds propres des opérations et des prêts accordés aux hommes d'affaires chinois. Grâce à leur connaissance intime des réseaux, les *compradores* jouèrent (et jouent encore) un rôle commercial fondamental qui leur permit souvent d'amasser de véritables fortunes. Ensuite, la diaspora passe pour la cinquième colonne de la Chine populaire pour des raisons politiques ou ethniques. Une partie de la communauté chinoise de Malaisie a soutenu activement les maquis communistes dans les années cinquante. Les agissements réels ou supposés de la diaspora ont été le prétexte de la prise du pouvoir par Suharto en Indonésie en 1965. Enfin, et c'est peut-être le plus important aujourd'hui, elle forme une minorité prospère qui ne cherche pas toujours à s'intégrer. Elle préfère faire appel à la solidarité ethnique plutôt que de confier ses enfants au système éducatif national ou de participer pleinement au processus politique de son pays d'accueil. Les Chinois ont donc adopté un profil très bas, face à des États qui ont mis en place des mesures restrictives pour tenter de limiter l'emprise des Chinois.

La situation de la diaspora est différente selon les États. En Thaïlande, le bouddhisme et une politique intelligente d'assimilation

ont facilité l'intégration de la diaspora. En Malaisie ou en Indonésie, la fusion ne s'est pas faite, à cause d'un islamisme pourtant modéré, qui s'oppose néanmoins à de nombreuses pratiques chinoises, et aussi à cause d'une politique de coercition à l'encontre de la diaspora, visant à forcer le partage de la richesse des Chinois. L'attitude même de la diaspora joue également un rôle important. Elle cultive à dessein l'ambiguïté et la discrétion, seuls moyens de se protéger et de faire fructifier ses affaires dans un environnement hostile.

Selon Lee Kuan Yew :

Si les relations entre les pays de l'ASEAN et la Chine s'aigrissent, les Chinois ethniques, qui auront investi en Chine, seront accusés d'infidélité. Certains ont ranimé leurs liens ancestraux avec leur village natal par des actions philanthropiques comme la construction d'une école, d'un hôpital ou d'une université. De tels actes créent un bon *guanxi* qui favorise les investissements. Mais quand les sentiments antichinois seront dirigés contre les Chinois ethniques, ils ignoreront le fait que le capital se dirige toujours vers les lieux qui offrent la meilleure rentabilité. Les Chinois qui viennent de ces pays sensibles doivent faire attention à ce que leurs investissements dans leur patrie d'accueil ne diminuent pas à cause de leurs investissements en Chine. En fait, ils feraient bien d'utiliser ce même *guanxi* pour augmenter le commerce et l'investissement avec leur patrie. C'est possible et probable dans les dix années qui viennent...

121

Dans le même temps, les Chinois ethniques doivent se garder de tout chauvinisme chinois, alors qu'ils connaissent le succès. C'est d'autant plus important que la Chine devient de plus en plus prospère et forte. La réussite de la Chine fait craindre qu'elle ne domine la région un jour, surtout si elle est davantage vue comme une concurrente pour les investissements que comme un partenaire pour la prospérité régionale. Nous sommes des Chinois ethniques. Nous partageons certaines caractéristiques grâce à une ascendance et une culture communes. Nous pouvons facilement construire la confiance et des rapports entre nous. Mais nous devons être honnêtes et reconnaître qu'en fin de compte notre loyauté fondamentale va à notre pays, pas à celui de nos ancêtres. Penser autre chose et croire que nous avons plus en commun entre nous et avec le pays de nos ancêtres qu'avec nos concitoyens est irréaliste. Cela mènera à des incidents quand nos intérêts ne coïncideront plus. Les sentiments ne suffiront plus pour rapprocher des positions différentes. Cela provoquera également des incompréhensions et des frictions avec les concitoyens non chinois, même dans les pays où les Chinois ethniques forment la majorité de la population, comme à Singapour. Après deux ou trois générations hors de Chine, nous avons pris racine dans les pays où nous sommes nés. Nos tuteurs sont dans nos patries, pas en Chine d'où viennent nos ancêtres. Le Chinois-Thaï (*sic*) est thaïlandais et, au fond des

choses, il désire que la Thaïlande prospère afin que ses actifs dans ce pays augmentent et que l'avenir de ses enfants y soit assuré. C'est la même chose pour le Chinois-Singapourien, le Chinois-Indonésien, le Chinois-Malaisien et le Chinois-Philippin. Ils visitent fréquemment la Chine et y investissent, mais très peu d'entre eux veulent en faire leur patrie¹⁴.

L'avenir n'est pas simple pour l'intégration de la diaspora. Il n'y a pas eu de « fusion biologique ». Trois forces principales détermineront l'évolution future des relations ethniques de la diaspora en Asie :

– l'effet d'entraînement du dynamisme entrepreneurial de la diaspora sur les populations locales qui permettrait de réduire son quasi-monopole économique ;

– le contrôle par la Chine de son émigration, qui redevient significative et pourrait vite devenir un problème, notamment aux Philippines et en Thaïlande¹⁵ ;

– le rôle politique incertain de la Chine dans la région, qui hésite entre puissance impérialiste et partenariat pour la stabilité politique et le développement économique.

Ces facteurs renforceront ou diminueront les incitations à s'intégrer pour la diaspora et, par là, conditionneront l'attitude des gouvernements des pays d'accueil à son égard.

14. Lee Kuan Yew, « Networking to Some Purpose », in *World Chinese Entrepreneurs Convention Commemorative Album*, Hong Kong, 1993, p. 83-88.

15. Peter Gosling, « Changing Identities in Southeast Asia », in Peter Gosling et Linda Lim, *The Chinese in Southeast Asia*, vol. 1 : *Ethnicity and Economic Activity*, et vol. 2 : *Identity, Culture and Politics*, Singapour, Maruzen Asia, 1983 : vol. 2, p. 1-14 ; Leo Suryadinata, « Patterns of Chinese Political Participation in ASEAN States : A Comparison », Singapour, 1994 ; Linda Lim et Peter Gosling, « Economic Growth and Chinese Ethnicity in Southeast Asia in the 1990s », in Daniel Chirot et Anthony Reid (éd.), *Entrepreneurial Minorities and Modern Nationalism in Central Europe and Southeast Asia*, New York, Social Science Research Council, 1994.

R É S U M É

Le retour de Hong Kong à la Chine et l'implantation croissante de la diaspora chinoise sur le continent remettent en cause le fragile consensus qui a permis à celle-ci de devenir une puissance économique incontournable en Asie du Sud-Est. Sa double loyauté réduit considérablement sa marge de manœuvre entre, d'une part, Pékin qui essaie de reprendre le contrôle de ces populations et, d'autre part, Djakarta ou Kuala Lumpur, par exemple, qui aimeraient conserver à leur profit l'investissement de leurs communautés chinoises.